

L'Agrarisme Afro-américain : Résistance

Par Dania C. Davy, Savonala Horne, Tracy Lloyd McCurdy, et Edward « Jerry » Pennick

*Si tu t'es déjà retrouvé
perdu quelque part
et entouré
par des ennemis
qui ne te laissent pas
parler ta propre langue
qui détruisent ton statut
& tes instruments, qui interdisent
ton oom boom ba boom
alors tu te trouves en danger
en réel danger
ils interdisent ton
oom boom ba boom
en réel réel
danger
humph !
tu auras probablement besoin de plusieurs dizaines d'années
pour
en sortir !*

-Amin Baraka¹

En 1803, soixante-quinze Igbo prirent contrôle d'un bateau en direction de St. Simons Island, Géorgie, forçant les ravisseurs blancs à se jeter à la mer et à se noyer². Selon des documents d'archives, à leur arrivée au bord de l'île, les Igbo marchaient tous ensemble en chantant en cœur « L'Esprit de l'Eau Omambala nous a amené ici. L'esprit de l'Eau Omambala nous ramènera à la maison³. » Cet acte de résistance est devenu l'un des exemples les plus cités aux Etats-Unis, caractérisant les africains asservis faisant usage du suicide collectif afin de se libérer de l'esclavage. Les Igbo, qui résistèrent à l'esclavage à travers la mort collective et la transcendance furent canonisés en tant que « africains volants » des siècles plus tard, dans le Gullah Geechee et le folklore afro-américain⁴. A travers la tradition orale africaine et la mémoire collective, les Igbo furent métamorphosés en des oiseaux supranaturels qui survolent l'esclavage et l'annihilation culturelle.

Bien que les Igbo résistèrent à l'esclavage à travers la mort, des millions de descendants africains y résistèrent à travers la vie, en assurant la transmission du *oom boom ba boom* (savoir ancestral, idéologies régénératives, et modes de vie agraires) aux générations futures dans le but de repousser les transformations induites par le capitalisme suprématiste des blancs.

Ce dossier rend hommage aux « Africains Volants » du/des mouvement(s) de libération agraire des noirs aux Etats-Unis ; à nos triomphes collectifs, nos défaites et nos renaissances. Les meurtres extrajudiciaires et raciaux incessants d'hommes, de femmes et d'enfants noirs nous rappellent avec effroi que les descendants africains n'ont pas de sanctuaire dans ce pays. Nos ancêtres comprirent cette vérité solennelle inscrite dans la poussière, et construisirent des villages agraires autonomes « Pour les beaux jours pas encore nés ». Et tel qu'Ella Jo Baker le partageait avec sa chère communauté, « La lutte est éternelle. La tribu s'agrandit. Quelqu'un d'autre poursuivra. »

La lutte de 400 ans pour la libération agraire des noirs aux Etats-Unis est intrinsèquement liée à la construction européenne de l'identité, la hiérarchie et la domination raciale inscrite dans la jurisprudence américaine et les coutumes sociales. Dans son ouvrage précurseur, « Whiteness as Property », Cheryl Harris examine comment les origines des droits de propriété aux Etats-Unis étaient enracinées dans la subjugation raciale des afro-américains et des amérindiens au travers des systèmes parallèles d'esclavage et de colonisation⁵. Whiteness as property informa la police et la législation fédérale de l'existence d'une différence d'accès à la propriété territoriale entre les blancs et les descendants africains. Par exemple, le Homestead Act of 1862, un programme de subvention fédérale massif transféra plus de 50 millions d'acres de terres amérindiennes à des colons et des spéculateurs fonciers blancs principalement, sous forme de propriétés de 160 acres en échange de cinq ans d'agriculture ou d'un versement de 1,25\$ par acre⁶. Parallèlement, le gouvernement fédéral abandonna l'effort de redistribution de terres de grande échelle visant à soutenir les 4 millions d'africains tout juste émancipés dont les corps et le savoir-faire agraire fournirent au producteur, aux oligarchies industrielles et à la nation, une richesse sans précédent.

Libérons la terre !

-Salut de la République de Nouvelle Afrique

Les années 60 et 70 représentent une vague de vision intrépide qui refléta la totalité de l'idéologie et de la pratique pour la libération des noirs. Déclenchée par les mouvements de libération africaine visant à démanteler l'impérialisme européen et à reconstruire les nations africaines autonomes au travers du continent et de la diaspora, en 1968 environ cinq cent nationalistes noirs déclarèrent leur indépendance aux Etats-Unis d'Amérique à Détroit, Michigan, en prêtant serment au Gouvernement Provisoire de la République de Nouvelle Afrique (RNA)⁷ récemment formé. Revendiquant les cinq Etats du sud des Etats Unis – Alabama, Géorgie, Louisiane, Mississippi, et Caroline du Sud- en tant que leur territoire national, la RNA placèrent leurs terres au sein des majorités africaines écrasantes des états du sud et des comtés de la Black Belt⁸ (la « ceinture noire »). D'autre part, en citant l'Accord sur les réparations du Luxembourg de 1952, à travers lequel l'Allemagne de l'Ouest versa 800 millions de dollars de réparations au nouvel état d'Israël pour crimes commis contre les juifs européens lors de l'Holocauste, la RNA réclama réparations auprès du gouvernement des Etats-Unis pour les crimes violents et économiques perpétuels contre les descendants africains.

En mars 1971, les citoyens de la RNA signèrent un accord d'achat de terres avec un propriétaire terrien noir dans le comté de Hinds, Mississippi, afin d'établir El Malik, le premier Capitole Africain de la RNA⁹. La Journée de célébration pour l'acquisition de terres de la RNA, très médiatisée, fut minée par le rejet de l'accord du propriétaire terrien, dû à une pression excessive du FBI. L'état du Mississippi a ensuite déposé une injonction contre la RNA, lui interdisant de réoccuper les terres¹⁰. Depuis la création de la RNA, l'ignoble COINTEL-PRO (Programme de Contre-Espionnage) du FBI se développa dans l'objectif de décimer la direction de la RNA à travers la surveillance, le sabotage interne, les coups montés, l'emprisonnement, et l'agression armée¹¹. Une poursuite judiciaire pour l'Accord de Liberté d'Information (ALI) fut entamée par la RNA avec succès, révélant le volumineux dossier COINTEL-PRO sur le mouvement –environ 70 000 pages de rapports de surveillance et de contre-espionnage.¹²

Notre association est comme la gare ferroviaire de notre communauté. Elle sera toujours là, même si les trains ne viennent plus et que quelqu'un décide de retirer les voies, nous aurons toujours notre association communautaire car nous l'avons construite nous-mêmes, peu importe ce qui arrive.

-Eldridge Willie « E.W. » Steptoe¹³

L'héritage de la résistance a confirmé l'inéluctable réalité : les efforts individuels défiant l'oppression fondée sur la race ne peuvent pas démanteler le système raciste omniprésent.

En identifiant les pratiques institutionnalisées et discriminatoires déstabilisant l'indépendance économique en tant que base des disparités de richesse, nombreuses autres initiatives menées par les noirs ont résisté à la dépossession en implantant des modèles de solidarité économique afin de promouvoir la propriété collective de la terre par les noirs ainsi que la richesse communautaire. La contestation visionnaire du status quo politique par Fannie Lou Hamer, par exemple, fit avancer simultanément l'engagement politique des noirs et l'autonomie économique. Hamer attribuait les inégalités économiques persistantes au mode de plantation et au monopole des terres par des propriétaires individuels. Elle prônait la propriété collective des terres en tant qu'alternative, ce qui ferait avancer les noirs vers leur « ultime objectif de liberté totale »¹⁴. Sa Freedom Farm Corporation révolutionnaire, fondée en 1969, acquit environ 600 acres à Ruleville, Mississippi, durant ses deux premières années d'opération. La Freedom Farm créa le modèle de propriété partagée permettant aux membres de la coopérative de « se nourrir, être propriétaires de leur propre maison, produire de manière coopérative, et créer ensemble de petites entreprises permettant de supporter un système alimentaire durable, la propriété territoriale, et le développement économique.¹⁵ »

Bien que fournissant des services d'incubation aux petites entreprises ainsi que des quantités d'aliments importantes à environ 200 familles instables économiquement –localement et à Chicago en Illinois-, Hamer reconnaissait que la ferme n'était pas durable dans la mesure où

elle ne générait pas de capital. En 1974, Freedom Farm avait perdu 640 acres de créanciers, et a cessé d'opérer un peu plus tard. La vision de Freedom Farm, ses accomplissements impressionnants, ainsi que ses défauts ont fourni un aperçu du rôle que peuvent jouer les initiatives coopératives fondées sur la terre dans la libération des noirs.

En 1967, 22 coopératives profondément ancrées dans les mouvements de droits civiques, y compris la Freedom Quilting Bee à Alberta, en Alabama, et la Grand Marie Vegetable Producers Cooperative à Sunset, en Louisiane, furent convoquées à L'Université d'Atlanta afin de former la Fédération des Coopératives du Sud (FCS), une organisation associative de coordination des coopératives à but non lucratif permettant de faire face à la survie des communautés agraires noires dans les régions rurales du sud, à travers la prolifération de coopératives en tant qu'un système économique démocratique et alternatif.¹⁶ A l'intérieur de la Black Belt, le fait que « droits civiques » ne signifiait pas forcément « droits économiques », était un sujet de préoccupation. Comme l'affirma succinctement Erza Cunningham, agricultrice et membre fondateur de la FCS, « Tu ne peux pas manger la liberté. Et on ne peut pas confondre un vote avec un billet de dollar.¹⁷ » A ce moment-là, les afro-américains étaient toujours largement dépendants d'un système économique répressif contrôlé par les blancs et cherchant à étouffer toute poursuite d'indépendance économique des noirs.

Le Mouvement de Géorgie du Sud-Ouest, sous la direction stratégique de Charles Sherrod, un champion vénéré au sein du Student Nonviolent Coordinating Committee (SNCC) (*en français*, « *Le Comité de Coordination Non-violent des Etudiants* »), développa une plateforme de transformation sociale très complète à l'aide de l'urne électorale, en désignant les droits de vote comme le point d'appui à partir duquel découlent tous les droits de l'homme et économiques. Cependant, l'Establishment politique des blancs s'opposait à la déségrégation de la Géorgie du Sud de manière implacable. Le Mouvement de Géorgie du sud-ouest a connu plus de défaites que de victoires dans leurs efforts d'organisation permettant d'élire les agriculteurs afro-américains à l'intérieur des Agricultural Stabilization and Conservation Service committees (*en français*, « *comités de Service de Conservation et de Stabilisation Agricole* »), du Département de l'Agriculture des Etats-Unis (DAEU), organes de gouvernance de subvention et de prêt local. Au bout du compte, ils adoptèrent une stratégie de résistance plus radicale et basée sur la terre à travers l'établissement de Nouvelles Communautés Inc (NCI), centrant leurs pratiques collectives autour de leur volonté ferme à atteindre la souveraineté communautaire. Comme articulé de façon très émouvante par la défenseuse des droits civils et fonciers Shirley Sherrod dans sa biographie *The Courage to Hope : How I Stood Up to the Politics of Fear*, la vision des NCI était « une opération de fiducie foncière qui avait pour objectif de stimuler la durabilité économique tout en aidant les familles individuelles à entretenir leur propres résidences. »¹⁸

En 1969, environ 50 familles afro-américaines formèrent les NCI visant à la « confiance perpétuelle en l'utilité permanente des communautés rurales ¹⁹ ». Combattant les pratiques racistes discriminatoires présentes au sein des programmes de prêts agricoles fédéraux, les NCI achetèrent 5736 acres de terres agricoles et forestières dans la Comté de Lee, en Géorgie. Dans l'histoire brillante du mouvement de la Géorgie du Sud-Ouest, la comté de Lee

représentait un champ de bataille essentiel dans lequel les propriétaires terriens noirs, tels que l'agriculteur Cœur de Lion et la sage-femme Mama Dolly Raines, fournirent une protection armée et un lieu de répit aux centaines de travailleurs SNCC lors des longues nuits de terrorisme racial²⁰. Cette acquisition historique de terres par les afro-américains, en pleine période de combat pour les droits civiques, n'a aucun précédent, et engendra irréfutablement le mouvement d'Organisme Foncier Solidaire aux Etats-Unis.

Une combinaison de récessions du marché, de sécheresses excessives, et de pressions politiques conduisit à l'effondrement des propriétés terrières des NCI. La discrimination raciale manifeste de l'Administration Economique pour les Agriculteurs du DAEU a sans aucun doute son rôle à jouer dans cette défaite, refusant de fournir de l'aide opportune en cas de situations d'urgence dues à une catastrophe, tout en accordant des prêts aux agriculteurs blancs possédant de larges plantations dans la région. Pendant trois ans, les NCI affrontèrent le DAEU avec résolution et avec le soutien d'une grande variété d'organisations communautaires. Malheureusement, ces efforts collectifs ne suffirent pas pour soutenir les NCI, et en 1985 l'Assurance Prudential en saisit les propriétés terrières, et les vendit à 1,1 million de dollars, un cinquième de sa valeur.²¹ Le nouveau propriétaire démolit et rasa tous les buildings et élimina toutes les récoltes, comme pour effacer les NCI à la fois de la mémoire et de l'histoire.²²

Le travail et l'héritage visionnaires des NCI, le premier Organisme Foncier Solidaire de la nation, ne pourront jamais être totalement évincés et demeurent toujours présents dans le cœur et l'âme de nombreux d'entre nous. De fait, les NCI renaquirent récemment. Après des années de contentieux, les NCI triomphèrent en obtenant 12,5 millions de dollars de dommages et intérêts en 2010, l'une des compensations les plus importantes jamais obtenues depuis le recours collectif *Pigford vs. Glickman*. En 2011, le comité des NCI revendiqua leur rêve de 40 ans en achetant une ancienne plantation et en renommant les terres travaillées par des ancêtres africains asservis « Resora ». Guidé par le plan d'autonomie communautaire des NCI, Resora servira de centre de développement culturel et de leadership, permettant de former les agrariens noirs et les défenseurs des droits civiques ; ainsi que de ferme expérimentale, en employant de nouveau les systèmes et les méthodes de production régénératifs agraires, forgés par George Washington Carver and Booker T. Whatley.²³

The Emergency Land Fund (ELF) (*En français : Fond d'Urgence pour la Terre*) fut créé à partir du même esprit rebelle que celui de la Freedom Farm, de la FSC, et des NCI : le désir d'atteindre l'autosuffisance et l'autonomie des communautés noires rurales. L'histoire de l'ELF remonte à la conférence sur le développement économique des noirs tenue à Detroit, au Michigan en 1969, alors que James Forman délivra son *Black Manifesto* passionné, revendiquant un crédit foncier du sud afin de stimuler le développement coopératif et l'autonomie économique des communautés rurales noires.²⁴

En 1973, le Black Economic Research Center (BERC) (*En français : Centre de Recherche Economique des Noirs*) publia *Only Six Million Acres : The Decline of Black-Owned Land in*

the Rural South, le premier rapport très complet sur l'état de la propriété foncière des noirs dans la ceinture noire.²⁵ La publication et la large circulation consécutive du rapport fut un point déterminant dans la lutte acharnée des afro-américains, leur permettant de retenir leur terre et de lancer le Emergency Land Fund afin de développer et d'implanter des stratégies de conservation des terres. L'ELF abordera plusieurs des problèmes exprimés dans le *Black Manifesto* et défendus par la RNA. Sous la direction du directeur exécutif Joe Brooks, ancien Ministre National de Planification et de Développement Economique de la RNA, l'ELF lança une stratégie de résistance à trois-volets afin de contrecarrer les pertes croissantes de terres possédées par les noirs : un réseau d'avocats régionaux représentant les propriétaires terriens noirs légalement ; une caisse de crédit renouvelable visant à supporter les propriétaires terriens noirs lors des différentes procédures de perte territoriale ; une organisation locale de défense des intérêts ainsi qu'un réseau d'éducation politique permettant de défendre les droits des propriétaires terriens noirs.²⁶

Afin de renforcer les efforts de conservation des terres locales de l'ELF, des agriculteurs et des propriétaires terriens ruraux noirs formèrent la National Association of Landowners (NAL) (*En français : l'Association Nationale des Propriétaires Terriens*) en 1977, un mouvement mené et contrôlé par les afro-américains et visant à instaurer du pouvoir et à résister à la prise de contrôle des terres possédées par les noirs.²⁷ A travers la direction de Fred Bennet, un agriculteur possédant une ferme familiale de 400 acres à Greenville, en Alabama, la NAL négocia un faible taux d'intérêt de 1 million de dollars avec la compagnie d'assurance Equitable Life & Casualty afin de conserver les terres possédées par les noirs en Alabama.²⁸ La NAL économisa des centaines d'acres en contrecarrant les taxes à l'achat obligatoires, en dessous des ventes de la valeur du marché. La NAL était constituée en amont d'une adhésion financière constituée de 4000 agriculteurs et propriétaires terriens noirs, principalement du sud, mais incluant un nombre important de membres provenant d'autres régions. Malheureusement, Equitable inséra du capital qu'une seule fois et la NAL ne put attirer aucun fonds publics ou privés importants, ni générer assez de fonds internes afin de soutenir le fond d'emprunt d'urgence. Cependant, sur une période de 10 ans, l'ELF et la NAL traitèrent environ 1000 affaires territoriales et sauvèrent environ 50000 acres. De plus, dans environ 60 comtés de la région de la Ceinture Noire, un réseau relationnel de fidèles partisans locaux de la région contrôla et fit face aux efforts visant à déposséder les propriétaires terriens noirs de leur terre (ex : ressources financières réunies en vue de faire des offres d'achats permettant de restaurer la terre du propriétaire terrien d'origine ou d'un agriculteur dépourvu de terre ; recherches de titres ; maintenir les propriétaires terriens au courant des problèmes locaux liés à la terre).²⁹

L'histoire a apporté un véritable aperçu de la créativité collective nécessaire pour développer des solutions à la perte territoriale des noirs. L'héritage de la résistance devrait jouer un rôle dans le processus au travers duquel les solutions suggérées sont examinées. La reproduction des modèles de propriétés foncières individualistes, rétablissant le statu quo hérité de la

culture postcoloniale dans la conscience des noirs, devrait être contrôlée et évaluée minutieusement, et d'un œil critique.

L'évolution de la résistance en tant que pratique culturelle fait appel à un dialogue continu intégrant à la fois la discrimination raciale permanente, les inégalités intra-communautaires, et l'actuelle privation des droits politiques dans un contexte économique de détérioration de la richesse des noirs. Tel que le commandait Harriet Tubman en se référant aux voyageurs de la résistance, nous devrions avancer ensemble vers la liberté ou affronter la mort certaine. La communauté noire collective devrait entreprendre des investissements économiques communautaires afin de préserver leurs moyens d'existence, leur propriété et leurs vies. Il s'agit de l'espoir des ancêtres africains asservis et de la promesse à accomplir des générations futures.

Voici l'histoire des gens qui sont retournés en Afrique. Tout est vrai. Il suffisait de posséder des connaissances magiques pour être capable d'accomplir cela.

-Interview WPA avec George W. Little, docteur à Brownsville, Géorgie, 1930 environ.³⁰

Notes :

1. Baraka, Amiri. 2007. "Wise 1," Wise, Why's, Y's: The Gri- ot's Song Djeli Ya. New York: Third World Press.
 2. Ciucevich, Robert. 2009. Glynn County Historic Resources Survey Report. Brunswick: Glynn County Board of Commis- sioners.
 3. Ebo (Igbo) Landing Project. 2016. "About." Accessed Janu- ary 23, 2016. <http://igbolandingproject.com/about/>
 4. Powell, Timothy. 2011. "Summoning the Ancestors: The Flying Africans' Story and Its Enduring Legacy." In African American Life in the Georgia Lowcountry: The Atlantic World and the Gullah Geechee, edited by Philip Morgan. Athens: University of Georgia Press.
 5. Harris, Cheryl I. 1993. "Whiteness As Property." Harvard Law Review 106: 1707-1791.
 6. Zinn, Howard. 1999. A People's History of the United States (1492 – Present). New York: HarperCollins Publishers Inc.
 7. Lumumba, Chokwe. 1981. "Short History of the U.S. War on R.N.A." The Black Scholar 12: 72-81.
 8. Obadele, Imari Abubakari. 1972. "The Struggle is for Land." The Black Scholar 3: 24-36.
 9. Lumumba at 73.
 10. Nelson, Jr., William E. 1978. "Black Political Power and the Decline of Black Land Ownership." The Review of Black Political Economy 8: 253-265; Umoja, Akinyele Omowale. 2013. We Will Shoot Back: Armed Resistance in the Mississip- pi Freedom Movement. New York: New York University Press.
-

11. Lumumba at 78. 12. Ibid.
13. Federation of Southern Cooperatives/Land Assistance Fund. 1992. 25th Annual Report. Atlanta: Federation of Southern Cooperatives/Land Assistance Fund.
14. Gordon Nembhard, Jessica. 2014. *Collective Courage: A History of African American Cooperative Economic Thought and Practice*. University Park: Pennsylvania State University Press.
15. Ibid.
16. Federation of Southern Cooperatives/Land Assistance Fund. 2007. *Four Decades: 1967-2007 Historical Review of the Federation of Southern Cooperatives/Land Assistance Fund*. Atlanta: Federation of Southern Cooperatives/Land Assistance Fund.
17. Bethell, Thomas N. 1982. *Sumter County Blues: The Ordeal of the Federation of Southern Cooperatives*. Washington, D.C: National Committee in Support of Community Based Organizations.
18. Sherrod, Shirley and Catherine Whitney. 2012. *The Courage to Hope: How I Stood Up to the Politics Fear*. New York: Atria Books.
19. Sherrod, Shirley and Charles Sherrod. 2016. Interviews by Edward “Jerry” Pennick. June, 17, 20.
20. Sherrod, Charles, Shirley Sherrod, Edward “Jerry” Pennick, and Heather Gray, eds. 2000. *Celebrating the Southwest Georgia Movement: Reviewing Our Past to Chart Our Future*. Albany: The Southwest Project for Community Education, Inc.
21. Ibid.
22. Sherrod, Shirley and Charles Sherrod. 2016. Interviews by Edward “Jerry” Pennick. June, 17, 20.
23. Ibid.
24. Browne, Robert S., editor. 1973. *Only Six Million Acres: Black-Owned Land Loss in the Rural South*. New York: Black Economic Research Center.
25. Pennick, Edward “Jerry”. 2016. Interview by Tracy Lloyd McCurty, Esq. January, 18.
26. Ibid.
27. Brooks, Joseph. 2016. Interview by Tracy Lloyd McCurty, Esq. January, 18.
28. Pennick, Edward “Jerry”. 2016. Interview by Tracy Lloyd McCurty, Esq. January, 18.
29. Ibid.
30. Powell at 254; Georgia Writer’s Project. 2014; *Drums and Shadows: Survival Studies Among the Georgia Coastal Negroes*. Self Published: Georgia’s Writer’s Project.

A propos des auteurs :

Dania C. Davy, Esq. est directrice adjointe du Black Belt Justice Center (*En français : Centre de justice de la Ceinture Noire*) où elle dirige le Acres of Ancestry Oral History Project (*En français : le Projet d'Histoire Orale des Acres Ancestrales*). Elle commença sa carrière juridique en tant que membre de Skadden au sein de la Association of Black Lawyers Land Loss Prevention Project (*En français : l'Association pour le Plan de Prévention des Pertes Territoriales des Avocats Noirs*), en Caroline du Nord, où elle a fourni une planification successorale ainsi que des services juridiques de défense contre la saisie immobilière pour les propriétaires de terres agricoles sous-représentés ; a fait partie du Conseil Consultatif pour l'Alimentation Locale et Durable de la Caroline du Nord ; et a réalisé son premier documentaire : « Our Land, our Lives : The North Carolina Black Farmers Experience. »

Savonala Horne, Esq. est Directrice Exécutive de l'Association of Black Lawyers Land Loss Prevention Project de Caroline du Nord. En tant que directrice d'une organisation non-gouvernementale nationale, régionale et étatique, Savona à aider à adresser les besoins des petits agriculteurs socialement désavantagés. Horne a fait partie des comités de petites exploitations agricoles et d'agriculture durable nationale, comprenant la National Farm Family Coalition, la Rural Coalition, et la Black Family Land Trust.

Tracy Lloyd McCurty, Esq. est la cofondatrice et la Directrice Exécutive du Black Belt Justice Center, une association non lucrative juridique de défense des droits humains, visant à préserver et à rétablir les fermes et les moyens d'existence afro-américains à travers une représentation juridique efficace, la défense des intérêts, et l'éducation communautaire. Largement influencée par les projets visionnaires de l'*Emergency Land Fund* et des *New Communities Community Land Trust, Inc.*, Tracy s'est consacrée à l'évolution du financement contrôlé communautairement et des formes communautaires de propriétés territoriales.

Edward « Jerry » Pennick est actuellement retraité, et a travaillé pendant 39 ans pour la *Federation of Southern Cooperatives/Land Assistance Fund* en tant que directeur de l'aide territoriale et coordinateur de la politique pour les agriculteurs, les propriétaires fonciers et les communautés rurales afro-américaines. Il travaille actuellement à temps partiel en tant que coordinateur de la politique rurale à la Faculté d'Agronomie de Tuskegee. Il est également conseiller en développement rural.

A propos de la série Dismantling Racism in the Food System:

Ce document d'information est le sixième dossier d'une série rédigée par plusieurs auteurs et traitant du « Démantèlement du racisme au sein du système alimentaire ». Dans cette série, nous cherchons à découvrir les fondements structurels du racisme dans le système alimentaire, ainsi qu'à souligner la manière de laquelle les gens, les communautés, les organisations et les mouvements sociaux démantèlent les comportements, les institutions et les structures qui maintiennent le racisme en place. Food First est convaincu qu'il n'y a qu'en luttant contre les injustices au sein du système alimentaire que nous pourrions mettre fin aux famines et à la malnutrition dans le monde. Démanteler les injustices racistes présentes dans notre système et nos mouvements alimentaires, dans nos organisations et parmi nous, est fondamental à la transformation du système alimentaire et de notre société.